



SYNDICAT
DÉPARTEMENTAL DE L'
ÉDUCATION
NATIONALE DE LA
HAUTE-GARONNE

BOURSE DU TRAVAIL BP 7094
19, PLACE SAINT-SERNIN
31070 TOULOUSE CEDEX 7
05.61.22.18.89
06.77.10.84.80

FÉDÉRATION DE L'
ÉDUCATION, DE LA
RECHERCHE ET DE LA
CULTURE

La Cgt Educ'action 31
Commission exécutive
Réunie le vendredi 16 juin 2017
Bourse du travail - Toulouse

MOTION
ACTUALITE ET RETOUR
SUR L'ANNEE 2016-2017

Réuni-es en Commission exécutive élargie ce vendredi 16 juin 2017, les militant-e-s de la Cgt Educ'action de la Haute Garonne ont pu discuter de la situation en générale et revenir plus particulièrement sur les mobilisations de l'année scolaire qui se termine.

Au niveau national et sur le plan électoral le Medef et les grandes puissances industrielles et financières, propriétaires de la quasi totalité des moyens de communication, viennent d'installer leur dernier serviteur au pouvoir. Avec une abstention record qui ne cesse de progresser pour devenir majoritaire le 11 juin dernier à l'occasion du 1^{er} tour des élections législatives.

Avant même l'installation de la nouvelle assemblée, les attaques et coups contre les classes populaires sont déjà annoncés. Ainsi la hausse de la CSG pour financer la suppression de l'Isf, la mise en place d'une loi travail numéro 2 encore plus violente contre le monde du travail, les restrictions de liberté avec la volonté d'inscrire dans la loi les principales dispositions de l'état d'urgence et la poursuite de la répression contre le mouvement syndical (comme en Guadeloupe en ce moment) et les quartiers populaires avec une police dotée de toujours plus de pouvoirs.

Dans notre secteur aussi les annonces, sous forme d'affichage, sont déjà faites, qui ne trompent que ceux qui le veulent bien : des classes à 12 élèves, mais avec, au final, moins d'enseignant-es, le retour sur la réforme des rythmes, mais en confiant l'organisation aux maires, l'augmentation de l'autonomie des établissements avec davantage de pouvoir encore aux chefs d'établissement... Ce ne sont que quelques exemples des « chantiers » que notre ministre, architecte de la suppression des quelques 80 000 postes dans l'éducation sous Sarkozy, nous promet d'engager rapidement. Avec toujours plus de précarité, de mise sous pression et de souffrance chez les personnels de l'éducation nationale.

La Cgt Educ'action 31 note positivement la prudence de notre Confédération dans l'entre-deux tours quant aux consignes à donner, ou non, en faveur de l'actuel président. Chaque citoyen-e est libre de voter ou non, et il ne nous appartient pas de donner la moindre consigne. C'est sur l'action syndicale et la mobilisation que nous devons construire les résistances en allant toujours au contact des collègues sur les lieux de travail, notamment.

Aujourd'hui force est de constater que l'éparpillement du paysage syndical est bien plus qu'un frein, un allié objectif des réformes en cours et à venir.

Le constat de divergences est là tant au plan national que local. Ces dernières années, et pour ne remonter qu'à la catastrophique réforme de la masterisation, nous avons eu de fortes divergences avec les syndicats de la Fsu sur la réforme des rythmes scolaires, ou encore la mise en place du PPCR. Sur la bataille contre la réforme du collège, l'éclatement de l'intersyndicale nationale en fin d'année dernière avec un appel unilatéral et en catimini du syndicat « majoritaire » pour une mobilisation dès le 8 septembre 2016, n'a pas aidé, bien au contraire, à stopper la mise en place de cette réforme.

Dans notre département, l'action a beaucoup porté cette année sur la question du projet de mixité sociale voulu par le Conseil départemental et le Dasen de Haute Garonne.

Très rapidement des intersyndicales se sont tenues et ont mis en évidence une fracture nette entre d'un côté les syndicats de la Fsu, l'Unsa et le Sgen qui soutiennent et appuient le projet et, en face, Fo, Sud Éducation et la Cgt Éduc'action qui s'opposent fermement à cette politique de casse des services publics dans un quartier déjà très enclavé par plus de trente années de politiques publiques désastreuses.

Malgré les désaccords évidents nous avons toujours proposé de nous retrouver le plus largement possible.

Aujourd'hui trois rendez-vous sont déjà actés :

- Le mardi 20 juin avec un appel à la grève et au rassemblement devant le rectorat pour dénoncer la suppression du dispositif plus de maîtres que de classes (plus de 22 postes supprimés en Haute Garonne).
- Le mercredi 21 juin avec un appel intersyndical (Fo – Sud Éducation et Cgt Éduc'action) à se rassembler devant le rectorat pour exiger à nouveau l'arrêt du projet dit de mixité sociale entraînant la suppression des deux collèges du quartier de la Reynerie.
- Le jeudi 22 juin avec un appel interprofessionnel large (Cgt – Fsu – Solidaires et Uet) à se rassembler à midi Place Charles de Gaulle à Toulouse contre la politique de casse du code du travail et des services publics.

A noter également l'appel à un rassemblement lundi 19 juin à 18h30 Métro Jean Jaurès à Toulouse à l'initiative du « Front social ».

Pour autant nous devons continuer, dans l'intérêt des salarié-es, de discuter, de nous rapprocher, et à travailler le plus largement possible avec les organisations syndicales avec lesquelles nous partageons cette volonté de résistance face aux attaques libérales.

C'est ainsi que nous proposerons à la rentrée une rencontre large qui permette de faire le point sur le bilan de nos échanges et luttes de cette année et la façon d'envisager les suites...

Toulouse, le 16 juin 2017